



Avis de tempête dans le Golfe



Auteur : Jacques Charmelot

Le retrait américain d'Irak à la fin du mois de décembre dernier a radicalement changé la donne dans la région la plus fragile et la plus stratégique du monde : le Golfe. Arabe, pour les uns, Persique pour les autres, il est pour l'ensemble de l'économie mondiale assoiffée de pétrole, une véritable veine jugulaire. Les Etats-Unis et leurs alliés, notamment l'Arabie Saoudite, le Qatar et Bahreïn, y sont engagés depuis plus de 30 ans dans un périlleux bras de fer avec la République islamique d'Irak. Les mois qui viennent seront décisifs, et les risques sont réels que cette confrontation de basse intensité ne se transforme en un véritable conflit, comme aux pires moments de la guerre entre l'Irak et l'Iran.

[Lire la suite](#)

Sommaire

A la une ! : Editorial - Prix franco-allemand - Eurozone **Crise financière :** Banque mondiale - Conseil - FMI - OCDE - Espagne - France - Grèce - Hongrie - Italie - Royaume-Uni - Davos **Conseil européen :** Bulgarie **Commission :** Initiative citoyenne - Croissance - Internet **Parlement :** Commissions **Conseil :** Macédoine - Agriculture - Affaires étrangères - Affaires générales **Cour de Justice :** Droit du travail **Diplomatie :** Lutte/Contrefaçon **Allemagne :** EADS - Étude IFOP **Chypre :** Réunification? **Espagne :** Déficit **France :** Turquie - Réformes **Italie :** Population - Politique européenne **Portugal :** Concurrence **Royaume-Uni :** Ecosse **Roumanie :** Gouvernement **Slovénie :** Gouvernement **Kosovo :** Fin/Mission **Conseil de l'Europe :** Assemblée/président - Femmes - Droits/Homme - Biélorussie - Ukraine **Etudes/Rapports :** Solidarité - Aide humanitaire **Culture :** Expo/Suisse - Expo/Rimini - Festival/Bastia - Frédéric le Grand

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

A la une ! :

Europe: l'horizon pourrait bien s'éclaircir



A la veille du Conseil européen du 30 janvier, le président de la Fondation Robert Schuman Jean-Dominique Giuliani publie un éditorial sur son site sur l'avenir de l'Union européenne. D'après son analyse, "il est bien trop tôt pour parler d'une sortie de crise en Europe, mais le bout du tunnel est désormais visible et nous sommes entrés dans une phase de consolidation. Il ne faut donc pas relâcher nos efforts et s'apprêter à en faire d'autres"... [Lire la suite](#)

Prix franco-allemand à Jean François-Poncet et Edzard Reuter



Le 24 janvier, les ministres des Affaires européennes français et allemand, Jean Leonetti et Michael Link, ont remis à Berlin le prix de Gaulle-Adenauer, à Jean François-Poncet, ancien ministre, ancien sénateur, membre du Conseil d'administration de la Fondation Robert Schuman, et Edzard Reuter, ancien PDG de Daimler-Benz. Ces deux personnalités ont reçu le prix en leur qualité d'initiateurs des rencontres d'Evian. Ces rencontres réunissent chaque année depuis 1992 des entrepreneurs français et allemands et contribuent ainsi à prolonger au niveau des entreprises la relation unique et privilégiée qui unit les deux pays... [Lire la suite](#)

Manifeste pour une Eurozone solidaire et intégrée



Organisés par Confrontations Europe, la Fondation Astrid et la Fondation Bertelsmann, les Entretiens Economiques Européens ont débouché sur un "Manifeste pour une Eurozone solidaire et intégrée". Pour endiguer la pression croissante des marchés et éviter une désintégration de l'Union européenne, une solidarité et une coordination plus fortes des pays européens pour refonder leur compétitivité sont indispensables. Au moment où le débat s'accélère sur une réforme des Traités européens, les trois associations de la société civile ont adopté un manifeste européen pour une Eurozone solidaire et intégrée et lancent une campagne pour en promouvoir les objectifs. Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert-Schuman, est l'un des nombreux signataires du manifeste... [Lire la suite](#)

Crise financière :

L'Europe doit adapter son modèle économique et ne pas l'abandonner



La Banque mondiale a publié, le 24 janvier, un rapport sur les avantages et les inconvénients du modèle économique européen intitulé "Restoring the lustre of the European economic model". Lors de la présentation, le Vice-Président de la Banque mondiale, responsable pour l'Europe et l'Asie centrale, Philippe Le Houerou, a demandé aux Européens de garder leur esprit critique et de ne pas perdre leur confiance dans leur modèle économique. Le rapport porte sur les deux dernières décennies et analyse six domaines relevant de la croissance, c'est-à-dire le commerce, la finance, les entreprises, l'innovation, le travail et le gouvernement... [Lire la suite](#)

La Hongrie poursuivie pour déficit excessif



Le 24 janvier, les 27 ministres européens des Finances ont officiellement reconnu que la Hongrie n'avait pas pris les mesures nécessaires pour réduire son déficit excessif. En effet, bien que l'objectif de déficit ait été techniquement atteint en 2011, le Conseil juge qu'il n'y a pas eu de correction "forte et durable". Le pays pourrait donc, à terme, voir le versement des fonds de cohésion qu'il reçoit de l'Union européenne suspendu. Ils ont également pris note des priorités fixées par la présidence danoise et débattu de la revue annuelle de croissance de la Commission, qui sert de base aux analyses menées dans le cadre du semestre européen, ainsi que de projets de législation concernant les dérivés de gré à gré, la surveillance budgétaire et la gouvernance économique... [Lire la suite](#)

Le FMI revoit ses prévisions de croissance en baisse pour 2012



Le 24 janvier, le Fonds monétaire international (FMI) a baissé ses prévisions économiques mondiales pour 2012 de 0,7% par rapport aux perspectives de l'économie mondiale publiées en septembre 2011 ; le FMI estime que la croissance économique mondiale se situera à 3,25% en 2012. Les perspectives de croissance se sont détériorées suite aux tensions économiques accrues dans la zone euro. Le FMI prévoit une récession de -0,5% dans la zone euro en 2012 et une croissance de +0,8% en 2013. Selon les dernières prévisions du FMI, la situation en Espagne s'aggraverait avec un recul de l'activité économique de 1,7% en 2012 ainsi que 0,3% en 2013 (ce qui représente une correction à la baisse de 2,8% pour 2012 et de 2,1% pour 2013) ; en Italie l'économie décroîtrait de 2,2% en 2012 et 0,6% en 2013 (ce qui représente une

correction à la baisse de 2,5% pour 2012 et 1,1% pour 2013)... [Lire la suite](#)

Réduire les inégalités et stimuler la croissance



Le 23 janvier, l'Organisation pour le développement et la coopération économique (OCDE) a publié un chapitre du rapport "Economic Policy Reforms 2012. Going for Growth". Dans ce texte, les experts de l'OCDE expliquent qu'il est possible de réduire l'écart de revenu et de stimuler la croissance simultanément en menant des réformes du marché de travail, des systèmes de prélèvements et de transferts et en adoptant une éducation de qualité. Ainsi, la crise qui pousse aux réformes et à repenser les finances publiques présente une parfaite opportunité pour s'attaquer au creusement des inégalités, "un des principaux risques pesant sur notre prospérité et notre sécurité futures" comme l'a souligné le Chef économiste de l'OCDE Pier Carlo Padoan... [Lire la suite](#)

Espagne: le chômage a atteint un nouveau record en 2011 avec un taux de 22,85%



Selon les chiffres publiés le 27 janvier par l'institut national de la statistique (INE), l'Espagne comptait, pour le quatrième trimestre 2011, près de 5,3 millions de chômeurs, soit un taux de chômage ayant augmenté de 1,33 point à 22,85%, le plus élevé depuis le 1er trimestre 1995. Chez les moins de 25 ans, la progression du chômage est particulièrement dramatique : plus d'un sur deux (51,4%) est sans travail, contre 45,8% à la fin septembre. Pour sa part, le taux d'activité s'élève à 59,94%... [Lire la suite](#)

France : le chômage a augmenté de 5,6% en 2011



Selon les chiffres rendus publics le 25 janvier par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé, sur l'ensemble de l'année 2011, le nombre de chômeurs sans aucune activité a augmenté de 5,6 %. En 2011, 152 000 personnes ont perdu leur emploi ; au total, la France compte désormais 2 874 500 chômeurs sans aucune activité... [Lire la suite](#)

Grèce : poursuite des négociations sur la réduction de la dette



Les 27 et 28 janvier, le patron de l'IFF Charles Dallara, le Premier ministre grec Lucas Papademos et son ministre des Finances Evángelos Vénizélos se sont réunis afin de poursuivre les discussions sur la dette de la Grèce. La réunion entre les créanciers privés et le gouvernement ont permis de réaliser "des progrès" ; cependant aucun accord n'a pour l'instant été signé. Il est urgent qu'un accord soit rapidement trouvé, en effet la prochaine échéance de remboursement de la Grèce pour sa dette, soit 14,4 milliards d'euros, est le 20 mars... [Lire la suite](#)

Le FMI invite la Hongrie à poursuivre les mesures d'austérité



Dans un rapport sur la Hongrie publié le 25 janvier, le Fonds monétaire international (FMI) a demandé à Budapest de poursuivre les mesures d'austérité et de mettre fin à sa politique économique interventionniste, alors que la Hongrie veut entamer des négociations avec le FMI en vue d'un crédit. Une aide financière du FMI et d'autres organisations internationales "pourrait aider à soulager les contraintes de financement et améliorer la confiance des investisseurs", mais elle ne peut être efficace que si elle repose sur une politique économique solide du gouvernement. La Hongrie, qui rencontre de graves difficultés à se financer sur les marchés, veut négocier un crédit estimé entre 15 et 20 milliards d'euros. Mais le pays s'est mis à dos les organisations internationales en adoptant des lois controversées, notamment une réforme de la banque centrale jugée préjudiciable à son indépendance... [Lire la suite](#)

Simplification des procédures administratives

Le gouvernement italien de Mario Monti a adopté le 27 janvier des



mesures visant à simplifier les procédures administratives, très lourdes dans la péninsule et considérées comme un frein à la croissance. Parmi les mesures figurent la constitution d'une base de données sur les appels d'offre qui permettra de centraliser et de rendre accessibles à toutes les administrations les dossiers des candidats ; mais aussi une simplification des procédures administratives pour les usagers, qui pourront avoir recours à Internet pour un certain nombre d'actes. M. Monti a assuré que ce plan de simplification a pour but de réduire "radicalement" le nombre de contrôles lors de la création d'une entreprise... [Lire la suite](#)

Royaume-Uni : contraction de l'économie fin 2011



L'économie britannique s'est contractée de 0,2% au quatrième trimestre 2011, selon une première estimation publiée le 25 janvier par l'Office des statistiques (ONS). Cette baisse, après une hausse de 0,6% au 3e trimestre, est le double de celle attendue par les économistes. En outre, la croissance du produit intérieur brut (PIB) pour l'ensemble de l'année 2011 s'établit à +0,8% ; cette mauvaise performance intervient au moment où le chômage est déjà au plus haut depuis 17 ans... [Lire la suite](#)

42e forum économique mondial de Davos



Du 25 au 29 janvier, lors du 42e forum économique mondial de Davos, de nombreux dirigeants politiques et économiques sont intervenus dans les débats notamment le Président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi. Ce dernier a déclaré que la zone euro a fait des progrès "spectaculaires" pour sortir durablement de la crise de la dette qui la mine depuis décembre 2009. "C'est étonnant, si vous comparez avec les cinq derniers mois, la zone euro est un autre monde", a-t-il affirmé. "Beaucoup de choses positives se sont produites sur les marchés, les banques ont plus de capitaux, moins de dette, et sont d'une certaine manière immunisées contre les incitations perverses qui étaient caractéristiques de la crise financière". Dans son discours d'introduction, la chancelière allemande Angela Merkel avait déclaré que la solution à la crise actuelle passait par une meilleure crédibilité des politiques économiques menées... [Lire la suite](#)

Conseil européen :

Rencontre avec le nouveau président bulgare, Rosen Plevneliev



Le 26 janvier, le Président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, et le Président bulgare, Rosen Plevneliev, ont souligné que les priorités bulgares en matière européenne devaient se concentrer sur l'accession à l'Espace Schengen, la lutte contre la corruption, l'intégration des Balkans et, plus généralement, des mesures sociales et budgétaires contre la crise économique et financière... [Lire la suite](#)

Commission :

Tout savoir sur l'initiative citoyenne



La conférence du 26 janvier "Tour de chauffe pour l'initiative citoyenne" a marqué une étape décisive dans les derniers préparatifs consacrés à l'initiative citoyenne européenne. Le site officiel pour enregistrer une initiative citoyenne a été lancé, et le logiciel libre que les citoyens utiliseront pour la collecte des signatures en ligne a été présenté. La conférence a été également l'occasion de rappeler le fonctionnement et la procédure de l'initiative citoyenne. Le vice président de la Commission européenne et responsable de cette initiative Maros Sefcovic a souligné le rôle central que joueront les médias sociaux dans la mise en place d'une initiative citoyenne. Il a déclaré que "ce nouveau droit [ouvrira] un nouveau chapitre de la vie démocratique de l'Union européenne"... [Lire la suite](#)

Ajuster la politique commerciale et d'investissement

Le 27 janvier, la Commission européenne a présenté plusieurs



propositions visant à soutenir le développement de pays tiers par le biais d'une croissance portée par le commerce international. Différentes pistes étudiées sont de réserver les tarifs préférentiels aux pays les plus pauvres, de systématiser le libre-échange, de mettre fin à toutes les taxes d'effet équivalent à des droits de douane et aux mesures d'effet équivalent à des restrictions quantitatives, de faciliter les investissements directs étrangers, d'aider les pays en développement à respecter les standards internationaux en matière économique, sociale et environnementale, et enfin d'inclure des instruments commerciaux dans la gestion des crises naturelles et politiques... [Lire la suite](#)

Réglementation de l'utilisation des données personnelles



La Commission européenne a présenté le 25 janvier une proposition de législation, imposant aux grandes entreprises de l'internet d'obtenir le consentement préalable des personnes pour l'utilisation de leurs données personnelles, sous peine d'amendes. La disposition phare des propositions de la vice-présidente de la Commission chargée de la Justice, Viviane Reding, consiste à introduire un "droit à l'oubli numérique" qui obligera notamment les réseaux sociaux à supprimer les données personnelles, photographies ou autres, des utilisateurs qui le demanderont. Plus généralement, les entreprises présentes sur internet devront obtenir un consentement clair des citoyens dont elles veulent utiliser les données... [Lire la suite](#)

Parlement :

Réorganisation des commissions parlementaires



Suite à l'élection du Président, des 14 Vice-présidents et des 5 questeurs du Parlement européen la semaine dernière, les députés européens ont cette semaine élu les présidents et vice-présidents des différentes commissions parlementaires. Ils achèveront leur mandat dans deux ans et demi, à la fin de l'actuelle législature... [Lire la suite](#)

Conseil :

Analyse des progrès de la Macédoine



Le 24 janvier, le Conseil de stabilisation et d'association entre la Macédoine et l'Union européenne a salué lors de sa huitième réunion les réformes du Parlement, de l'autorité judiciaire et de l'administration publique menées par la Macédoine, ainsi que les progrès du pays en matière de lutte contre la corruption et d'intégration de la communauté Rom. Les politiques économiques menées ont également été approuvées et le Conseil a noté que des progrès avaient été faits en ce qui concerne l'alignement de la législation macédonienne avec l'acquis communautaire dans de nombreux domaines ; cependant, des progrès restent à faire en ce qui concerne la liberté d'expression au sein des médias. Enfin, la Macédoine a rappelé que son objectif principal était d'ouvrir les négociations d'adhésion avec l'Union européenne le plus rapidement possible... [Lire la suite](#)

Présentation des priorités danoises en matière agricole et piscicole



Le 23 janvier, les 27 ministres de l'agriculture et de la pêche ont étudié les propositions de la présidence danoise pour les six mois à venir. Les priorités retenues sont, entre autres, le financement de la Politique agricole commune, sa transparence et l'importance d'y inclure des éléments de recherche et d'innovation. Plus généralement, ils ont également débattu de la réforme de la Politique agricole commune et étudié la stratégie européenne pour le bien-être animal... [Lire la suite](#)

Sanctions contre l'Iran et la Syrie



Les 27 ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne, le 23 janvier 2012, ont fait part de leurs inquiétudes à propos de la situation en Iran et en Syrie, exprimé leur soutien aux actions de la Ligue arabe dans ce dernier pays et décidé de renforcer les sanctions contre ces

deux Etats. Ils ont également salué les réformes entreprises en Birmanie et incité la junte à les approfondir. Ils ont également salué les efforts faits par la Jordanie pour faciliter des négociations directes entre Israéliens et Palestiniens dans le cadre du quartette et exprimé leur souhait de voir le Soudan et le Sud-Soudan conclure la paix, pressant les deux gouvernements de trouver "un règlement négocié" de tous les problèmes liés à la sécession du Sud-Soudan. La situation en Biélorussie et l'état des relations entre la Serbie et le Kosovo ont également été évoqués... [Lire la suite](#)

Quel prochain cadre financier pluriannuel?



Le 27 janvier, les 27 ministres chargés des affaires européennes ont discuté du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020. La discussion a permis de clarifier les positions des différents Etats membres à ce sujet. Ainsi, certains d'entre eux ont réclamé une baisse du niveau des dépenses de l'Union par rapport aux propositions de la Commission, tandis que d'autres soutenaient ces propositions. Certaines délégations défendaient également la priorité accordée à la Politique Agricole Commune (PAC) et à la politique de cohésion, tandis que d'autres mettaient en avant d'autres priorités. La présidence danoise espère obtenir de ces débats une base solide pour le futur Conseil européen de juin 2012 qui discutera du cadre financier pluriannuel. Ainsi, celui-ci pourrait être adopté fin 2012 et prendre le relais de celui actuellement en vigueur... [Lire la suite](#)

Cour de Justice :

Droit du travail



Dans un arrêt rendu le 26 janvier, la Cour de justice de l'Union européenne a estimé que le recours répétitif à des contrats à durée déterminée, à des fins de remplacement, n'était pas contraire au droit du travail européen. Cette décision pourrait considérablement modifier les pratiques actuelles. En effet, les contrats à durée indéterminée sont la norme, et les Etats membres mènent généralement d'importantes campagnes contre le recours abusif aux autres formes de contrat... [Lire la suite](#)

Diplomatie :

L'Union européenne signe le traité international contre la contrefaçon



Le 26 janvier, l'Union européenne a signé à Tokyo l'Anti-Counterfeiting Trade Agreement, un accord international visant à lutter à l'échelon international contre la contrefaçon afin de mieux protéger le commerce mondial légal. L'Australie, le Canada, le Japon, la Corée du Sud, le Maroc, Singapour, les Etats-Unis et la Nouvelle-Zélande avaient déjà signé cet accord en octobre. L'une des mesures fondamentales consiste en un renforcement et une harmonisation des moyens de lutte contre les téléchargements inégaux. Ce texte, négocié en secret, est fortement dénoncé par les organisations de la société civile et par le Parlement européen, qui doit encore le ratifier avant qu'il n'entre en vigueur... [Lire la suite](#)

Allemagne :

L'Allemand Tom Enders nommé à la tête du groupe EADS



Le conseil d'administration d'EADS, réuni à Amsterdam le 26 janvier, a nommé l'Allemand Tom Enders, actuel patron d'Airbus, à la tête d'EADS comme successeur du Français Louis Gallois dont le mandat expire le 31 mai 2012. Arnaud Lagardère, l'actionnaire industriel français, prendra comme prévu la présidence du conseil d'administration le 1er juin prochain à la suite de l'Allemand Boddo Uebber. Jean-Claude Trichet, ancien président de la Banque centrale européenne, prendra le siège d'administrateur ainsi libéré... [Lire la suite](#)

82% des Français ont une image positive de l'Allemagne

Selon les résultats d'un sondage Ifop pour l'ambassade d'Allemagne à Paris, publiés le 24 janvier, l'amitié franco-allemande est une réalité.



82 % des Français déclarent avoir une très bonne (19 %) ou une assez bonne (63 %) image de l'Allemagne. Une majorité relative (43 %) pense, en outre, que la crise de l'euro va obliger les deux pays à renforcer leur coopération. L'étude montre que les Français ont aussi une image positive des relations entre la France et l'Allemagne. L'enquête a été réalisée du 4 au 6 janvier sur un échantillon représentatif de 1 005 personnes... [Lire la suite](#)

Chypre :

discussions sur la réunification de l'île



Les 23 et 24 janvier, près de New York, des discussions sur la réunification de Chypre entre les dirigeants chypriotes grec et turc, Dimitris Christofias et Dervis Eroglu, ont eu lieu mais les "progrès ont été limités" a indiqué le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), Ban Ki-moon. Au cours de cette cinquième rencontre multilatérale, les trois questions clés abordées ont été : "l'élection de l'exécutif, les biens fonciers et la citoyenneté"... [Lire la suite](#)

Espagne :

Les régions ne peuvent plus présenter de budget déficitaire



Le gouvernement espagnol a approuvé le 27 janvier un projet de loi de stabilité budgétaire, qui inclut une interdiction, pour les 17 régions du pays, d'être en déficit à partir de 2020, alors que leur mauvaise situation financière inquiète les marchés. "Toutes les régions autonomes devront présenter un équilibre ou un excédent budgétaire", a annoncé le ministre du Budget Cristobal Montoro après le Conseil des ministres. Les 17 régions espagnoles, qui gèrent les lourds budgets de la santé et de l'éducation, sont très endettées depuis l'éclatement de la bulle immobilière en 2008 et devraient afficher à fin 2011 un déficit cumulé de 2,3 à 2,4% du PIB, bien au-dessus de l'objectif que leur avait fixé Madrid (1,3%)... [Lire la suite](#)

France :

La France sanctionnera pénalement la négation du génocide arménien



Le parlement français a adopté le 23 janvier la proposition de loi pénalisant la négation du génocide arménien après un ultime vote du Sénat qui a ratifié par 127 voix contre 86 ce texte déjà adopté par l'Assemblée nationale le 22 décembre 2011. Le texte pénalise toute négation de génocides, la France reconnaît désormais officiellement deux génocides : celui des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale et celui de 1915 contre les Arméniens... [Lire la suite](#)

Nicolas Sarkozy présente de nouvelles réformes



Le 29 janvier, le président français Nicolas Sarkozy a dévoilé, lors d'une intervention à la télévision, un ultime paquet de réformes principalement économiques. Les nouvelles mesures concernent : la TVA, qui dans sa version "sociale" augmentera de 1,6 point à 21,2% le 1er octobre 2012 ; la CSG sur les revenus financiers qui augmentera de 2 points ; la création d'une taxe sur les transactions financières de 0,1%, qui entrera en application au mois d'août 2012 ; les logements avec une stimulation de la construction en autorisant pour les trois ans à venir pour "tout terrain, toute maison, tout immeuble" la possibilité d'augmenter de 30% sa construction ; mais aussi une nouvelle réforme des 35 heures pour "privilégier le salaire sur l'emploi"... [Lire la suite](#)

Italie :

La population italienne vieillit de plus en plus et le nombre d'immigrés augmente

La population italienne est de plus en plus vieille et le nombre d'immigrés dans le pays ne cesse de croître, arrivant désormais à 8% de l'ensemble des résidents dans le pays, a annoncé le 27 janvier 2012 l'Institut national des statistiques (Istat). La population italienne au 31



décembre 2011 était de 60,851 millions de personnes dont 4,859 millions d'étrangers représentant 8% de la population totale. Sur un an, la population italienne a perdu 65 000 unités, descendant sous les 56 millions. La population étrangère a augmenté de 289 000 unités, selon la même source... [Lire la suite](#)

Nouvelle politique européenne



Le 25 janvier ont été votées au Parlement italien quatre motions, signées par les chefs de groupe de la majorité, pour engager le gouvernement dans une nouvelle politique européenne. Les points principaux sont : le renforcement du rôle de l'Italie en Europe ; la réduction de la méthode intergouvernementale en faveur d'une vision plus fédérale de l'Europe ; la proposition d'une taxe sur les transactions financières ; et surtout, l'engagement de continuer, en 2012, les efforts réalisés en 2011 pour le redressement des comptes publics et la croissance. Le président du Conseil italien, Mario Monti, est intervenu devant le Sénat avant le vote. Selon lui, "surmonter la crise financière et économique (...) dépend des réformes structurelles qui seront mises en oeuvre"; en outre, il a insisté sur le fait qu'il existait "un lien étroit entre les mesures nationales et ce qui doit être fait au niveau communautaire"... [Lire la suite](#)

Portugal :

Adoption d'une loi sur la concurrence



Le gouvernement portugais a adopté le 26 janvier une loi sur la concurrence censée rendre l'économie du pays plus "dynamique" et plus "ouverte", comme il s'y était engagé dans le cadre du plan d'aide accordé par l'UE et le FMI. "En disposant des instruments juridiques qui nous permettront d'avoir une économie plus concurrentielle, nous aurons une économie plus dynamique, plus compétitive et plus ouverte sur le monde", a déclaré le ministre de l'Economie Alvaro Santos Pereira. Cette réforme rapprochera le Portugal des "meilleures pratiques internationales" et ouvrira "des secteurs jusqu'ici trop protégés". La nouvelle loi prévoit notamment un renforcement des pouvoirs de l'Autorité de la concurrence et une harmonisation avec les normes communautaires en matière d'abus de position dominante ou de concentration d'entreprises... [Lire la suite](#)

Royaume-Uni :

Le Premier ministre écossais dévoile sa feuille de route pour l'indépendance



Le 25 janvier, le Premier ministre écossais, Alex Salmond, a présenté à son Parlement des propositions détaillées pour l'organisation d'un référendum sur l'indépendance de la région en 2014, et a lancé une consultation de vingt semaines. Lors de sa déclaration, A.Salmond a dévoilé la question qu'il souhaitait poser aux Écossais : "Etes-vous d'accord pour que l'Ecosse soit un pays indépendant ?". Sa feuille de route prévoit qu'une loi sur le référendum pourrait être soumise au Parlement écossais en 2013, et que soit publié, en novembre 2013, un livre blanc rassemblant les propositions de son gouvernement pour l'indépendance... [Lire la suite](#)

Roumanie :

Nouveau ministre des Affaires étrangères



Le 24 janvier, le Premier ministre roumain Emil Boc a désigné le sénateur Cristian Diaconescu ministre des Affaires étrangères. Le soir même, le nouveau ministre a prêté serment devant le chef de l'Etat Traian Basescu. La veille, E. Boc avait révoqué son ministre des Affaires étrangères, Teodor Baconschi, pour ses "dérapages verbaux" contre les manifestants. La révocation a eu lieu lors de la première session extraordinaire du Parlement depuis le début de la contestation sociale entamée le 11 janvier... [Lire la suite](#)

Slovénie :

Janez Jansa nouveau Premier ministre



Le 28 janvier, le parlement slovène a approuvé la nomination de Janez Jansa comme Premier ministre par 51 députés, contre 39. Il avait déjà dirigé de 2004 à 2008 le gouvernement de ce pays membre de la zone euro depuis 2007. "J'appelle tous les partis à collaborer avec nous", a déclaré M. Jansa après le vote, ajoutant qu'il voulait présenter son gouvernement -qui devra aussi être approuvé par le parlement- d'ici le 10 février. Celui-ci devrait comprendre, suite à la conclusion d'un accord de coalition, des membres du Parti démocratique slovène (SDS), de la Liste citoyenne de Gregor Virant, du Parti populaire (SLS), de Nouvelle Slovénie (NSi) et du parti des retraités (DeSUS)... [Lire la suite](#)

Kosovo :

Fin de la surveillance de l'indépendance du Kosovo?



Le 24 janvier, le Groupe international de supervision (ISG) a déclaré à l'issue d'une réunion qui s'est tenue à Vienne que sa mission de surveillance de l'indépendance du Kosovo pourrait se terminer fin 2012, quatre ans après que le pays a proclamé son autonomie. Le groupe, composé de 25 Etats, a en effet pris note du fait que le Kosovo avait bientôt fini de mettre en oeuvre les mesures contenues dans le plan d'accession à l'indépendance. Une "fin organisée" de la surveillance internationale est donc considérée comme possible et l'Office international civil (ICO), entité chargée de contrôler l'application de ce plan, pourrait fermer fin 2012. L'ISG a par ailleurs encouragé les Etats n'ayant pas reconnu le Kosovo à le faire et rappelé que les principes du plan Ahtisaari étaient le "meilleur modèle" pour l'avenir du Kosovo... [Lire la suite](#)

Conseil de l'Europe :

Jean-Claude Mignon, Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe



Jean-Claude Mignon, député français de Seine-et-Marne, a été élu le 23 janvier à la présidence de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). Il en était le vice-président depuis 2007. Il est le premier Français à occuper cette fonction depuis Louis Jung, ancien sénateur, ancien président de la Fondation Robert Schuman... [Lire la suite](#)

Droits des femmes



Le 26 janvier, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté une résolution visant à mieux défendre les droits des femmes dans le monde. Les Parlementaires s'inquiètent notamment des répercussions de la crise sur l'emploi et de la condition sociale des femmes, sur les violences qui leur sont faites, et aux complications liées à la grossesse. Dans leur résolution, ils demandent aux Etats membres de ratifier l'ensemble des conventions européennes protégeant les femmes, ainsi que l'inscription de l'égalité entre les hommes et les femmes dans la Convention européenne des Droits de l'Homme. Cette assemblée plénière a été marquée par de nombreux débats sur la protection de la femme... [Lire la suite](#)

Niels Muižnieks élu commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe



L'ancien ministre de l'intégration sociale letton, Niels Muižnieks, a été élu le 24 janvier à la majorité absolue troisième Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe par l'Assemblée parlementaire de l'Organisation (APCE), réunie à Strasbourg en séance plénière. Son mandat prendra effet le 1er avril 2012... [Lire la suite](#)

"Profonde préoccupation" du Conseil de l'Europe sur la situation en Biélorussie

Le 25 janvier, dans sa recommandation 1992, l'Assemblée



parlementaire du Conseil de l'Europe a fait part de sa "profonde préoccupation" concernant le respect des droits de l'homme et des libertés en Biélorussie. Elle recommande donc au Comité des ministres d'inciter les Etats membres à prendre des sanctions contre ce pays en s'alignant sur les mesures prises par l'Union européenne, à "utiliser leur influence politique et diplomatique" pour conduire la Biélorussie à mettre en oeuvre les réformes nécessaires, et, dans le même temps, à dialoguer avec les "forces d'opposition" à l'intérieur du pays, à faciliter l'obtention de visas pour les citoyens biélorusses et à maintenir les programmes d'échange universitaires avec les établissements de cette nation... [Lire la suite](#)

Mauvais fonctionnement de la démocratie en Ukraine



Le 26 janvier, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, dans sa résolution 1862, a exprimé ses inquiétudes face aux poursuites judiciaires engagées contre d'anciens ministres ukrainiens, dont l'ancienne Première ministre Ioulia Timochenko, dans des conditions pouvant avoir "réduit la possibilité des accusés d'obtenir un procès équitable". L'Assemblée rappelle que ces situations renvoient aux déficiences du système judiciaire ukrainien dans son ensemble et exprime ses inquiétudes face au "manque d'indépendance" de la justice, au "recours excessif à la détention provisoire", et "au parti pris endémique en faveur de l'accusation" des tribunaux dans ce pays. Elle réaffirme que, selon elle, même si des progrès ont été faits, une réforme de la constitution est nécessaire pour mettre l'Ukraine en conformité avec les standards du Conseil de l'Europe... [Lire la suite](#)

Etudes/Rapports :

L'Europe sociale face à la crise



La Fondation Bertelsmann Stiftung vient de publier un nouveau numéro de sa série "Europe in dialogue" intitulé "Solidarity: For Sale?" analysant les aspects sociaux des nouvelles politiques menées dans l'Union européenne. Ce document examine le bilan de l'Union en termes de cohésion sociale et de solidarité, à la fois entre les Etats et à l'intérieur de chaque Etat, avant et pendant la crise financière. Les auteurs étudient les différentes visions de la solidarité et évaluent leur pertinence dans le contexte de l'Union européenne d'aujourd'hui et de la crise de la dette actuelle. Ils s'inquiètent en outre des risques de voir cette crise dégénérer en "crise sociale massive" et proposent des solutions, passant par l'intégration européenne et l'investissement social, aux difficultés actuelles... [Lire la suite](#)

Le rôle de l'Union européenne et des Etats-Unis dans l'aide humanitaire



Le Collège d'Europe de Bruges vient de publier dans sa série des "Cahiers de recherche politique" une étude intitulée "The EU and US as International Actors in Disaster Relief" d'Erik Brattberg et Mark Rhinard. Cette étude, dans une perspective comparative, analyse le rôle de l'Union européenne et des Etats-Unis dans la conduite d'opérations humanitaires. Pour ce faire, les auteurs appliquent la notion d'"actorité" ("actorness"), concept permettant de décrire les comportements au sein de systèmes politiques présentant plusieurs niveaux de fonctionnement, aux réalisations de l'Europe et des Etats-Unis en matière d'aide humanitaire et de secours en cas de catastrophe. Ils concluent leur analyse en admettant que l'Europe et les Etats-Unis sont bien, dans ce domaine, des acteurs internationaux, mais que chacun possède des caractéristiques qui lui sont propres... [Lire la suite](#)

Culture :

"Au fil des collections de Tiepolo à Degas"



Jusqu'au 20 mai 2012, la Fondation de l'Hermitage à Lausanne offre au public l'occasion de (re)découvrir ses trésors avec l'exposition "Au fil des collections, de Tiepolo à Degas". S'articulant autour des œuvres phares de la Fondation, de Tiepolo à Degas en passant par Bocion, Magritte, Vallotton, Vuillard ou encore Valadon, les pièces les plus importantes de la collection de l'Hermitage sont accompagnées d'autres

De Vermeer à Kandinsky



Des chefs d'oeuvres de musées du monde sont réunis au Castle Sismondo à Rimini (Italie) jusqu'au 3 juin 2012, afin de présenter chacune des grandes nations qui ont fait le succès de l'histoire de l'art. L'exposition se divise en sections, pour chaque nation, qui offrent au public une sélection d'oeuvres sur le ou les siècles les plus représentatifs. Ainsi sont présentées : la "Peinture à Venise au XV^e et XVI^e siècle" pour l'Italie ; "le siècle d'or en Espagne" ; la "Peinture en Angleterre entre le XVIII^e et le XIX^e siècle" ; mais aussi "L'âge de l'impressionnisme" pour la France... [Lire la suite](#)

Festival du cinéma italien



Jusqu'au 11 février 2012 se tient à Bastia le 24^e Festival du cinéma italien placé sous le signe de la comédie. La sélection 2012 comprend 24 films, répartis dans quatre grandes sections : compétition, hors compétition, ciné-mémoire et ciné-jeunesse ; le jury, composé de cinéphiles et présidé par le réalisateur et scénariste français Yves Boisset, décernera son Grand Prix à l'un des douze films faisant partie de la compétition officielle. Durant toute la durée du festival ont également lieu des expositions consacrées aux sculptures et peintures de l'artiste Gabriel Diana, et aux photos de tournages de films émanant du Centro del cinema de Cesena... [Lire la suite](#)

300e anniversaire de la naissance de Frédéric II de Prusse (Frédéric le Grand)



Le 24 janvier a marqué le 300^e anniversaire de la naissance de Frédéric II de Prusse (1712-1786), dit Frédéric le Grand. Il y aura, tout au long de l'année 2012, des expositions, des concerts et des lectures publiques commémorant le roi de Prusse, qui est considéré comme l'une des personnalités les plus fascinantes de l'histoire allemande. Frédéric le Grand était non seulement un puissant monarque et un impitoyable militaire, mais aussi un esprit éclairé, sensible à l'art et à la philosophie. Lui-même se concevait comme "le premier serviteur de l'État"... [Lire la suite](#)

L'Agenda :



30 janvier
Bruxelles
Conseil européen



1er et 2 février
Bruxelles
Mini-session plénière du Parlement européen



du 1 au 3 février
Copenhague
Réunion des ministres européens chargés de la Concurrence



2 février
Bruxelles
Réunion des ministres de la Défense de l'OTAN



5 février
Résultats de l'élection présidentielle finlandaise (2^eme tour)

Fév.



10 février
Sommet UE-Inde

La Lettre est également disponible dans les versions suivantes :



 J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

Les rédacteurs de la Lettre :

Magali Balent, Pauline Massis Desmarest, Inga Groth, Charles de Marcilly, Pierre Thibaudat ;
Katrin Gebhard, Venise Ollivier, Marion Zosi.

Rédacteur en chef : Pauline Massis Desmarest
Directeur de la publication : Pascale Joannin

Contact / suggestion
info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? [{LINK}](#)